

Pourquoi la France a échoué dans ses Outre-Mers et comment elle peut y remédier

Alors que la Guyane est secouée par un Printemps inédit, jamais vu encore dans les Outre-Mers, il convient de s'interroger sur les causes et les solutions au chaos ultramarin.

La fin de l'hypocrisie en Outre-Mer

Trop souvent les Outre-Mers ont été vus depuis Paris comme des colonies à mâter, devant suivre les règles françaises. Si l'intention n'est pas mauvaise en soi, que se passe-t-il dans les faits ?

La réalité, c'est que les Outre-Mers sont gérés comme des dictatures du Tiers-Monde sur un modèle proche de la Françafrique. C'est-à-dire une petite caste locale dominant tout le reste de la société. Un 1 % détournant les institutions françaises, volant les élections et achetant les médias locaux. L'argent de la corruption venant des monopoles abusifs réalisant d'énormes profits sur le dos de la population. Mais aussi via les commissions occultes sur chantiers publics financés en milliards d'euros. Il en résulte de la vie chère et de la pauvreté via l'absence de développement économique pour ne point faire de concurrence aux monopoles, issus de l'époque coloniale et de l'économie de comptoir (compagnies aériennes, grande distribution et industrie agroalimentaire notamment).

Il en découle également des injustices terribles pour tous les ultramarins dénonçant ce système archaïque. Harcèlement, cambriolages, violences, condamnations, emprisonnements et meurtres parfois. Entrepreneurs innovants, journalistes indépendants, associatifs droits-de-l'homnistes subissent d'énormes pressions, quotidiennes, inimaginables sur un territoire de France.

Le rétablissement de la Démocratie et de la République

Alors avec des populations de plus en plus précaires, mais de plus en plus instruites et de plus en plus connectées (le mouvement guyanais s'est beaucoup répandu via Facebook), il était bien naïf de croire que cet ordre établi particulièrement injuste, sauvage, demeurerait ad vitam aeternam.

La France doit donc rétablir d'urgence les Droits de l'Homme dans ses Outre-Mers, selon le principe d'Égalité et de France indivisible. Il faut augmenter les moyens de sécurité et de droit. La Police et la Justice doivent être auditées pour en sortir les fonctionnaires corrompus et y ramener de l'efficacité. De même concernant les services publics en général, notamment la Santé et l'Éducation pour des populations où savoir lire, écrire, discuter, raisonner est loin d'être évident pour tous

Aussi la démocratie, volée par les fraudes électorales massives (bourrage des urnes, achats de voix des électeurs, censure des médias,), doit être réformée. Cela peut passer par le vote en ligne, une campagne électorale sans papier avec des clips et sur le web (et donc accessible financièrement aux candidats, évitant la corruption par les entreprises), des débats équitables et visibles en ligne (y compris avec les citoyens), la généralisation de la proportionnelle, etc.

Une vraie politique de l'offre

Au-delà de l'aspect politique, demeure une erreur économique historique : la stratégie keynésienne. Lors de la décolonisation dans les années 40 à 60, les Outre-Mers ont décidé de rester en France.

Les gouvernements successifs y ont appliqué la même politique de la demande alors à l'oeuvre dans l'Hexagone. C'est-à-dire une politique d'investissements publics massifs dans les infrastructures, d'élargissement de la fonction publique et de généralisation des minima sociaux (RMI notamment dans les années 80). Pensant que le développement suivrait comme durant les Trente Glorieuses en France. Sauf que l'Hexagone à ce moment fonctionnait en économie fermée, faisant ainsi bénéficier à ses entreprises de cette formidable politique de la demande.

Ce qui n'était pas du tout le cas des économies ultramarines. En effet celles-ci - et encore aujourd'hui - ne disposaient pas de tissu productif développé et importaient l'essentiel de leur consommation. Cette politique de la demande repartait donc en très grande partie à l'extérieur des territoires, laissant ceux-ci dans un sous-développement croissant. D'autant plus que parallèlement la politique de développement humain demeurait minimaliste (l'Education en particulier).

Pour contrer cette erreur historique, doper la production et revaloriser le travail, il convient donc d'établir une fiscalité faible. Celle-ci peut être obtenue par un gel des dotations de l'État aux collectivités territoriales. De même les charges sociales doivent chuter par leur mise en concurrence avec les assurances privées (sous contrat avec une Autorité de l'allocation universelle), y compris européennes si les locales n'assurent pas en termes de rapport qualité/prix. Enfin la facilitation, voire la suppression des réglementations bridant trop d'initiatives dans des contextes n'ayant rien à voir avec les normes françaises et européennes (agriculture et énergies renouvelables par exemple).

Tout ceci boostant l'économie locale donc, mais changeant aussi la mentalité d'oïveté et d'assistanat par cette rentabilité accrue du travail, via cette incitation financière à entreprendre ou prendre un emploi. Evolution qui sera encore plus favorisée par la transition douce de l'allocation universelle qui allie protection sociale et encouragement économique.

Un potentiel économique gigantesque

Car les secteurs d'activité en jachère, en stand-by ne manquent pas dans ces territoires !

- L'artisanat : par le bois présent en quantité, une histoire locale donnant une ébénisterie originale, la restauration métissée et unique au monde, les services à la personne, etc.
- La pêche : l'océan est si peu exploité par ces terres entourées de mer que c'en est aberrant.
- L'agriculture et l'agroalimentaire : leurs produits peuvent se substituer aux importations.
- L'économie verte : par les énergies renouvelables (mer, soleil et vent), les produits cosmétiques et d'entretien bio, l'alimentation vegan, la médecine naturelle avec les plantes typiques et l'économie circulaire (recyclage indispensable dans ces territoires isolés géographiquement et souvent étroits).
- Le tourisme : ces terres riches de paysages et de métissage sont à découvrir, ne serait-ce que pour les Français qui connaissent très mal leurs Outre-Mers. Des monnaies pour touristes pourraient être créées afin de booster ce tourisme, via une dévaluation compétitive redonnant l'équité face aux pays voisins et faisant chuter le prix des billets d'avion, des hôtels, de tous les biens et services du séjour.
- L'export : avec les produits agroalimentaires exceptionnels et goûteux, la formation des habitants et les infrastructures des pays voisins en voie de développement, etc.
- Le numérique : le e-commerce reste inexistant et le télétravail pourrait fournir quantité de jobs aux ultramarins tout en restant sur leurs terres natales, notamment pour des postes en pénurie de main-d'oeuvre dans l'Hexagone comme les téléacteurs, les développeurs web,
- La formation : car ces secteurs et métiers nécessitent souvent de la main-d'oeuvre qualifiée. Cette formation peut être financée et rendue attractive par l'allocation universelle.

Par ailleurs les chantiers publics doivent être poursuivis afin de toujours améliorer les équipements, mais dans un esprit de responsabilité. Les financements doivent cibler les priorités (écoles, hôpitaux, transports en commun, accès à Internet, etc.), afin de ne pas priver les urgences indiquées plus haut. Développer les infrastructures sans développer les hommes ne sert à rien

L'inéluctable autonomie

Enfin toutes ces nécessaires spécificités poussent à la réflexion sur les institutions et la gouvernance des territoires d'outre-mer. De nouveaux statuts, dans le cadre de la Constitution Française (à modifier s'il le faut), permettront d'établir des modèles de développement séparés pour chaque territoire, différents de celui du modèle national, afin de mieux coller aux réalités locales.

Bref, on le voit : les Outre-Mers disposent d'un énorme potentiel de développement à tous niveaux et notamment économique. De quoi y réduire les dépenses publiques, susciter le plein emploi, des recettes fiscales et sociales plus importantes que les transferts financiers de France et d'Europe. Encore faut-il la volonté politique, économique et humaine pour appuyer ce changement de paradigme. N'attendons pas des drames, des émeutes, ni des révolutions. Négocions maintenant. Que la France repère les talents dans la société et ne se prenne plus au piège de ne dialoguer qu'avec les élus arrivés sur fraudes et ayant échoué, soit par incompétence, soit par égoïsme pervers.

Nos sociétés ultramarines sont désormais mures pour ce développement. Les Guyanais le démontrent par leur soif de progrès. Négocions dans chaque territoire d'outre-mer des autonomies différenciées et adaptées aux réalités locales et tout le monde y trouvera son compte.